

**Conseil européen extraordinaire -  
Brexit - Grèce - Zone euro -  
Allemagne - Construction  
européenne - Conférence de presse  
de M. François Hollande, président  
de la République - Extraits**  
(Bruxelles, 29 avril 2017)

Bonjour. Je vous retrouve à une heure inhabituelle pour rendre compte du Conseil européen ; le Conseil européen était lui-même sur un ordre du jour inhabituel puisqu'il s'agissait de fixer le principe et aussi les objectifs pour les 27 de la négociation qui va conduire au départ du Royaume-Uni de l'Union européenne. Et c'était un Conseil européen inhabituel puisque c'est le dernier auquel je participe comme président de la République.

Alors, le Conseil européen sous sa forme à 27 a voulu fixer les règles, les principes qui devront être les méthodes et les objectifs pour la négociation. Ce qui est très important et ce qui pour nous était l'essentiel, c'est que les 27 puissent être unis sur cette démarche et sur cette négociation et c'est le cas. Le travail qui avait été préparé et je veux en remercier Jean-Claude Juncker, Michel Barnier et Donald Tusk pour le Conseil européen, a permis d'avoir un texte qui a été adopté très rapidement dans la réunion à 27, très rapidement parce qu'il n'y avait pas de négociation entre nous, elle avait déjà eu lieu. Il n'y a pas de négociation entre les 27 mais il y a une négociation des 27 avec le Royaume-Uni, dans des conditions prévues par le traité puisque l'article 50 a été utilisé.

Ce qui est également très important, c'est que les 27 aient pu construire leur unité sur les deux phases : la première doit conduire à fixer les conditions de la séparation, c'est-à-dire la sortie effective du Royaume-Uni et des règles du marché intérieur comme de l'ensemble des obligations et des droits qui sont liés au statut de membre de l'Union ; et puis la deuxième phase, une fois que la séparation a été réglée, c'est de définir les nouvelles relations entre l'Union européenne à 27 et le Royaume-Uni, dans le cadre d'un traité qui sera donc pour l'essentiel commercial mais qui pourra prendre d'autres dimensions.

Ce qui était aussi très important, c'est que puisse être également intégré dans le début de la négociation ce qui est relatif à la situation des personnes, c'est-à-dire les citoyens européens qui sont au Royaume-Uni et les ressortissants britanniques qui sont dans les 27 pays de l'Union. De la même manière que les obligations financières qui pèsent sur le Royaume-Uni seront également intégrées dans le début de la discussion.

Enfin, ce qui était aussi tout à fait essentiel c'est que nous puissions nous mettre d'accord sur un principe tout simple, et qui vaut pour le Royaume-Uni comme il pourrait valoir pour tout pays qui voudrait quitter à l'avenir l'Union, c'est qu'il ne doit pas être dans une situation plus favorable à l'extérieur qu'il ne l'était à l'intérieur.

Il y a toujours un prix, un coût, une conséquence à quitter l'Union. Un pays qui n'est plus dans l'Union ne dispose plus des conditions lui permettant de faire accéder ses produits avec les règles du marché intérieur dans les autres pays de l'Union européenne. Un pays qui n'est plus dans l'Europe ne peut plus avoir ce qu'on appelle le passeport financier pour régler les questions liées là encore au statut des établissements financiers. Et un pays qui n'est plus dans l'Union ne peut plus avoir non plus les règles protectrices de l'Union et ne peut plus être couvert par un certain nombre de règles budgétaires de l'Union même s'il est dégagé de ses obligations, et il n'a plus les retours qui étaient attendus. Enfin, un pays qui n'est plus dans l'Union ne dispose plus de la libre circulation, que ce soit pour les personnes, les produits ou les financements, les capitaux. Voilà ce qu'est la situation d'un pays qui n'est plus dans l'Union.

Il faut que tous les membres de l'Union en soient eux-mêmes convaincus, que les citoyens en soient eux-mêmes persuadés : il y a forcément des coûts, des conséquences, un prix à payer pour ne plus être dans l'Union européenne non pas parce que ce serait une punition qui serait infligée à un pays qui sortirait, en l'occurrence le Royaume-Uni, il ne s'agit pas de lui faire payer je ne sais quel impôt, il ne s'agit pas du tout de cela ; il s'agit de ne plus appliquer les règles de l'Union européenne, d'où cette règle toute simple : un pays qui est à l'extérieur est forcément dans une situation moins favorable qu'un pays qui est à l'intérieur.

Nous avons aussi à régler des questions qui sont liées aux agences européennes qui étaient au Royaume-Uni : Agence européenne du médicament, agences aussi financières. Là encore, il y aura une procédure qui fera que le Conseil européen déterminera la méthode au mois de juin et prendra ensuite les décisions, sans doute à l'automne. Pour être plus concret, cela veut dire que les agences européennes qui étaient au Royaume-Uni n'y seront plus et ce seront des emplois, des activités et des décisions qui ne seront plus prises au Royaume-Uni mais qui seront donc dans un des pays de l'Europe à 27.

Là aussi, on finirait par l'oublier : l'Europe a des sièges, l'Europe a des institutions, l'Europe a des établissements et quand on n'est plus membre de l'Union, on les perd ! C'est aussi simple que cela.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce qu'a été pour l'essentiel, cette rencontre à 27.

Je l'ai dit, c'était la dernière à laquelle je participais et je voudrai aussi insister sur l'état de l'Europe quand je suis arrivé en 2012 et la situation d'aujourd'hui.

Je me rappelle mon premier Conseil européen, c'était au mois de mai puis juin 2012. Il y avait eu un Conseil informel en mai et un Conseil en juin. À cette époque, c'était la question de savoir si nous pourrions surmonter ensemble la crise financière et si la zone euro n'allait pas éclater. Il n'y avait pas que la Grèce qui était concernée, nous parlions de l'Irlande, du Portugal, des craintes sur l'Espagne et sur l'Italie ; la récession s'était installée ; les politiques d'austérité étaient généralisées. Cinq ans après, l'Union bancaire a été faite ; la zone euro est consolidée ; la Grèce va enfin bénéficier du programme qui a été prévu pour consolider sa participation à la zone euro et nous avons surmonté la crise financière avec l'Union bancaire.

Et puis tout au long de ces cinq ans, il y a eu d'autres situations extrêmement graves qui ont été à l'ordre du jour des Conseils européens et où la France a pris des initiatives, pas seule d'ailleurs, souvent avec l'Allemagne mais qui ont été décisives. Je pense notamment à la crise des réfugiés, à la protection de nos frontières et d'une manière générale, à la sécurité. Jamais, il n'y a eu d'avancées aussi grandes sur la défense européenne que pendant ces derniers mois et il y aura encore des étapes décisives qui seront franchies dans les prochains jours.

Nous avons également réglé ou tenté de régler un certain nombre de situations intérieures de manière à ce que nous puissions préserver les acquis de l'Union européenne, je pense à l'espace Schengen. Il y a eu également l'initiative franco-allemande sur l'Ukraine, nous avons fait partager nos objectifs en matière de développement, nous avons pu avancer considérablement en matière de lutte contre le réchauffement climatique à tel point que l'Europe a été l'une des premières à ratifier l'accord de Paris et a été motrice pour aboutir à ces accords.

L'Europe a été donc une suite d'avancées. Bien sûr, elle n'a pas réglé tout ce que nous attendons d'elle et moi-même, j'aurais souhaité que nous puissions aller plus loin sur la relance de l'investissement, même s'il y a le plan Juncker, que nous puissions aller davantage vers les jeunes, même si il y a eu le plan pour la jeunesse, que nous ayons pu aussi aller vers une convergence fiscale et sociale mais néanmoins, nous avons pu harmoniser un certain nombre de nos politiques. Bref comme sur le plan intérieur, il y a un bilan européen !

Mais ce que je veux surtout signaler dans ce moment si décisif pour la France, c'est que la France a fait avancer l'Europe et que l'Europe a permis à la France d'être plus forte, y compris même pour son rayonnement international.

Chaque fois, l'Europe nous a suivis sur ce que nous avons décidé pour l'Afrique, ce que nous avons, nous, comme objectif en Syrie et en Irak, à chaque fois l'Europe a pu donner la force nécessaire pour, avec la chancelière Merkel, entrer dans le processus des accords de Minsk. Et l'Europe a permis aussi à la France d'avoir un délai, ce qu'on appelle une flexibilité, pour atteindre les objectifs qui étaient les nôtres en matière de réduction de déficit. Vous vous souvenez que j'avais pris l'engagement de réduire nos déficits à 3% ; cet objectif a été atteint cette année et si nous avions été amenés par des procédures trop contraignantes à être au rendez-vous plus tôt, c'est-à-dire en 2013 ou 2014, il y aurait eu une politique d'austérité.

La France n'a pas connu de politique d'austérité et nous avons pu par la négociation et la réorientation de l'Europe, éviter que la France puisse, à la différence d'autres pays, avoir à subir ou à supporter des politiques d'austérité.

Enfin, l'Europe nous permet également de mutualiser nos forces. La zone Euro nous a permis d'avoir les taux d'intérêt les plus faibles presque de notre histoire et aujourd'hui encore, nous sommes à moins de 1% de taux d'intérêt.

Quand je suis arrivé, l'écart entre les taux d'intérêt allemands et les taux d'intérêts français était significatif ; nous les avons réduits, sauf pendant la période électorale parce qu'il y a des incertitudes.

Nous avons pu donc financer notre dette dans les meilleures conditions et permettre, grâce à la Banque centrale européenne, d'avoir des liquidités qui ont évité, là encore, que la récession puisse emporter non seulement le continent européen, il l'a été pour partie, mais la France. Et avec la zone euro, nous avons pu être protégés d'un certain nombre de turbulences qui sont venues de l'extérieur ou qui peuvent encore venir de l'extérieur et notamment des États-Unis.

La zone euro est donc un espace et un ensemble de règles qui nous protègent. La grande idée de l'Europe, et c'est là où elle n'est pas toujours au rendez-vous, c'est la protection, c'est de permettre à chacune de nos nations, à chacun de nos États d'être finalement encore plus souverain grâce à la protection de l'Europe et de pouvoir intégrer nos politiques chaque fois que c'est nécessaire sans perdre notre capacité de décision.

Voilà pourquoi il est si important de rappeler le rôle de l'Europe et la place de la France en Europe parce que c'est la France, avec l'Allemagne, qui a été toujours dans notre histoire à l'origine de grandes étapes pour l'Union européenne. Et une de ces étapes, la France l'a faite avec l'ensemble de ses partenaires, c'est l'Union bancaire.

Je vais en terminer là : en 2012 quand j'avais critiqué la finance, c'est parce que elle avait été capable, cette finance, de faire régler par les États, c'est-à-dire par les contribuables, ses propres tourments et ses propres turpitudes. La crise financière, c'était le comportement d'un certain nombre d'établissements financiers qui avaient spéculé et dont les bulles avaient éclaté et comme il fallait renflouer ces établissements, ce furent les États qui furent sollicités.

Eh bien, en 2017, cette situation ne pourra plus être reproduite grâce à l'Union bancaire. S'il arrivait une difficulté, une crise pour un établissement financier européen, ce serait la mutualisation par les établissements financiers eux-mêmes, par les banques, de ces situations et de ces renflouements et plus aucun euro ne serait demandé aux contribuables ; ça s'appelle l'Union bancaire.

Je peux répondre à vos questions.

Q - Monsieur le Président, bonjour. Dans ce bilan européen, je voudrais savoir si vous avez des regrets finalement, regrets au-delà de la gestion de crise que vous avez longuement énumérée, regrets de n'avoir pas porté un projet plus mobilisateur, plus ambitieux pour l'Europe ? Tout à l'heure, vous faisiez référence à votre premier conseil européen en 2012 ; à cette époque-là, un certain nombre d'observateurs vous ont présenté comme étant si j'ose dire l'héritier spirituel de Jacques Delors et de François Mitterrand ; diriez-vous vraiment, en conscience, que vous avez fait fructifier cet héritage ?

R - Les périodes sont différentes. J'ai bien suivi celle de Jacques Delors qui était une période de construction - le marché intérieur - puis l'euro, même si ce n'est pas lui qui a eu à le mettre en oeuvre, il en a été largement à l'origine ; et puis c'est aussi avec Jacques Delors que les premiers élargissements ont été dessinés. La période que nous venons de traverser est une tout autre période ; cela a été une période de déconstruction qui pouvait s'imposer au niveau des

États comme au niveau de l'Union européenne et à ce moment-là sacrifier l'acquis que nous avons en héritage. Mais nous avons, non seulement préservé l'acquis - le marché intérieur, la zone euro - mais nous avons ajouté - l'union bancaire, le plan Juncker, la Banque centrale européenne qui a apporté ses liquidités - et nous avons renforcé un certain nombre de cohésions qui n'existaient pas jusqu'à présent. Par exemple, en matière de politique des réfugiés, il n'y avait rien qui avait été prévu ; il y avait Schengen pour les frontières mais nous n'avions pas connu des mouvements de populations comme ceux auxquels nous avons été confrontés.

Donc l'Europe a avancé. Mais est-ce qu'elle a correspondu à tous les objectifs que je m'étais fixé ? Moi j'aurais voulu aller plus loin sur le plan Juncker, même si nous l'avons prolongé ; j'aurais voulu qu'il y ait davantage de croissance ou de politiques de croissance et moins de politiques liées à la réduction des déficits. Mais néanmoins, nous avons eu la flexibilité nécessaire pour que nous puissions trouver le temps pour réduire nos déficits, ce que nous avons réussi à faire. Nous avons pu aussi imaginer de nouvelles politiques et notamment de protection - l'Europe de la défense - et il restera de ce que nous avons pu mener depuis cinq ans sur ce plan, une étape tout à fait majeure qui a été franchie. Mais il est vrai que les sentiments des peuples se sont de nouveau interrogés sur ce que pouvait apporter l'Europe ou ce qu'elle risquait de contraindre pour les politiques des États.

Aujourd'hui l'Europe va mieux sur le plan de la croissance et il y a aussi de nouveau une confiance qui a été davantage affirmée envers l'Europe. Je vais prendre juste un exemple - il y a des études d'opinions qui sont faites régulièrement, les Eurobaromètres - nous retrouvons maintenant des niveaux de confiances qui étaient portés - ils n'étaient pas suffisants - à l'égard de l'Europe, au niveau de l'avant-crise. Donc nous sommes en train de retrouver les conditions pour faire avancer le projet européen à un rythme plus important. (...)

Donc je pense que nous avons pu tenir bon dans cette période, une période extrêmement difficile et que nous avons réussi à sauvegarder et à amplifier les politiques européennes ; sauvegarder la zone euro - elle était menacée d'éclatement - sauvegarder les politiques européennes y compris pour ce qu'il y a de plus difficile, c'est-à-dire les questions des réfugiés, de l'immigration. Et aussi nous avons pu enfin faire que l'Europe puisse traiter d'autres choses que simplement de l'économie ou des disciplines budgétaires mais puisse avancer sur la politique de défense, ce qui était interdit jusque-là, interdit non par les traités, interdit par les mentalités, par les doutes qu'il pouvait y avoir. Eh bien pour la première fois, l'Europe a pu avancer sur ces questions-là et la France a été à l'initiative.

(...)

Q - Vous nous avez fait un grand plaidoyer pour l'Europe, vous l'avez beaucoup fait ces dernières semaines. Est-ce que vous ne regrettez pas de ne pas avoir plus parlé d'Europe aux Français pendant votre quinquennat (...) ?

R - Comment parle-t-on de l'Europe le plus souvent ? Avec toujours les mêmes remarques, les mêmes déceptions sans cesse entretenues - je ne parle pas des journalistes - mais je parle de l'ensemble des commentaires publics, de tous ceux qui ont vocation à s'exprimer ; c'est toujours la même rengaine.

Moi, personne n'a pu jamais douté de mes convictions européennes ; je les ai affirmées quand j'étais candidat, je les ai confirmées quand je suis devenu président et je me suis battu pour ces convictions européennes. Quand il s'est agi de sauver la Grèce, qui s'est mise en avant, qui s'est mise en mouvement ? La France, et heureusement qu'elle a su convaincre. Quand il s'est agi de faire en sorte que nous puissions donner une dimension de croissance et pas simplement de discipline budgétaire, qui l'a fait ? La France. Quand il s'est agi de mettre davantage d'investissements notamment pour la transition énergétique ou pour les grandes infrastructures, qui la fait ? La France. Quand il s'est agi d'aller porter l'Europe de la défense, qui l'a fait ? La France ! Vais-je continuer ?! Mais si à chaque fois que l'on regarde l'Europe, on trouve ce qu'elle ne fait pas ou ce qu'elle ne fait pas assez, alors comment vous étonner qu'ensuite les peuples s'en détournent.

Sur les réfugiés, c'est vrai que cela a été long, c'est vrai que cela a été une épreuve parce que certains pays n'étaient pas prêts à faire l'effort ; mais néanmoins, nous avons mis en place les procédures, nous avons signé un certain nombre d'accords et nous avons finalement enrayer ce processus dans l'intérêt même des réfugiés et des migrants tout en faisant l'accueil de ceux qui relevaient du droit d'asile. Donc on trouve que l'Europe ne va jamais assez loin et assez vite mais en même temps, on finit par ne plus regarder ce qu'elle fait et ce qui est intéressant - le Brexit, puisque c'est le sujet du jour, nous en fournit l'occasion - quand on n'est plus dans l'Europe, qu'est-ce qui se passe ? On n'a plus la politique agricole commune, c'est pour les agriculteurs et pour les pêcheurs que ce serait le drame, pas pour tous ; on n'a plus les fonds structurels européens : ce serait les régions et notamment les régions les plus en difficultés qui auraient à en perdre... Pas toutes... Et puis je peux continuer ainsi : quand on n'a plus le marché intérieur, eh bien on ne peut plus circuler, on ne peut plus vendre ses produits, qu'on n'a plus la monnaie unique, on est obligé d'avoir sa propre monnaie et d'encourir les risques d'une dévaluation et de taux d'intérêt élevés.

Donc on prend conscience de l'Europe quand elle pourrait ne plus être là et notamment pour la protection de nos frontières ou pour assurer aussi le contrôle de l'immigration ou dans le cadre de l'OTAN, pour assurer aussi notre propre défense. Alors moi je veux insister sur la situation que l'on connaît avec le Brexit parce que finalement c'est un exemple ; pour ceux qui se réclament de la politique de retour aux frontières d'hier, qui veulent sortir de l'Union européenne, c'est un exemple. Pas sûr qu'il soit probant, je suis même sûr du contraire.

Il n'est pas probant puisque le Royaume-Uni va perdre tous ses avantages. Puisque le Royaume-Uni n'était pas membre de la zone euro ; on n'était pas dans la question de savoir ce qu'allait devenir sa monnaie. Néanmoins, pendant les premiers mois qui ont suivi la décision du Brexit, sa monnaie a perdu 30% de sa valeur. Donc il faut que chacun réfléchisse bien. On peut se plaindre de l'Europe, on peut penser qu'on n'en parle pas assez mais moi je voudrais qu'on en parle aussi lorsqu'elle n'est plus là et avec toutes les conséquences que cela peut avoir.

Q - Monsieur le Président, vous avez souligné la grande unité lors de ce sommet spécial sur le Brexit et vous avez aussi mis en valeur l'axe franco-allemand et la bonne collaboration sur plein de sujets. Cette unité entre les 27, est-ce qu'elle va perdurer ? Est-ce qu'elle va durer encore jusqu'à demain, jusqu'au moment où on va redistribuer les agences actuellement localisées à Londres ou même peut-être jusqu'à la fin des négociations avec les Anglais ? Et deuxièmement, est-ce que vous pensez que la bonne coopération franco-allemande va perdurer

après les élections présidentielles du 2e tour la semaine prochaine ? Merci.

R - Il y a deux questions. La première, est-ce que l'Europe va rester unie jusqu'au bout de la négociation ? C'est ce que je leur ai demandé de faire. Une négociation, c'est toujours un rapport de forces qui doit être respectueux et s'il devait y avoir la moindre des divisions, nécessairement l'autre partie, en l'occurrence le Royaume-Uni, l'utiliserait. Et le Royaume-Uni va essayer de rentrer dans une position en force, c'est bien, je pense, l'idée de Mme May dans le fait de provoquer des élections anticipées. Ce que l'Europe a été capable de faire, c'est-à-dire d'entrer dans la négociation avec des principes, des objectifs et une méthode, l'Europe doit maintenant être capable aussi de réussir ce processus tout au long de la négociation - c'est dans à peine deux ans - et la méthode qui a été choisie, permettra d'avoir une vérification permanente de l'unité. C'est avec cette unité-là que l'Europe préservera ses intérêts sans vouloir punir le Royaume-Uni mais avec la volonté d'avoir d'abord ses intérêts sauvegardés pour l'Europe et pour les pays membres, notamment sur le plan financier avec les contributions budgétaires, notamment pour les ressortissants européens qui sont au Royaume-Uni et surtout pour que le marché intérieur puisse répondre aux règles fondatrices avec les principes de liberté.

Dans cette unité européenne indispensable, c'est vrai que la relation franco-allemande est nécessaire et j'en ai toujours été persuadé. Vous saviez qu'en 2012, nous n'étions pas, Mme Merkel et moi-même, forcément des amis ; nous ne nous connaissions pas, je ne l'avais jamais rencontrée, nous n'étions pas de la même sensibilité - nous ne sommes toujours pas de la même sensibilité - mais nous avons pu travailler ensemble et trouver ensemble à chaque fois des solutions pour l'Europe. Nous l'avons fait même pour des sujets qui étaient extra-européens même si l'Ukraine, c'est notre frontière ; nous l'avons fait sur d'autres sujets - j'ai évoqué le climat - nous l'avons fait également pour faire avancer l'Allemagne, ce n'était pas si évident, sur la question de la défense. Et l'Allemagne a été aussi d'un grand respect à l'égard de la politique économique que nous avons pu mener en comprenant que nous devons à la fois réduire nos déficits et en même temps améliorer notre compétitivité. Donc cette relation franco-allemande, elle doit perdurer au-delà des personnes. (...) Il y a cette idée que l'Europe à 27, comme c'était le cas d'ailleurs à 28, elle ne peut véritablement avoir confiance en elle que si les deux principaux pays sont conscients des enjeux et sont capables de les faire partager par d'autres. Le couple franco-allemand, ce n'est jamais un moteur qui déciderait pour les autres ; c'est un moteur qui entraîne ; c'est un moteur qui mobilise ; c'est un moteur qui associe.

(...)

Q - J'avais deux questions concernant votre gestion en Europe, c'est savoir si vous ne regrettez rien par rapport par exemple à la Grèce, par rapport au sauvetage de Chypre, s'il n'y a pas eu de choses que vous auriez pu orienter d'une façon différente dans le Conseil européen ? (...)

R - (...) J'aurais eu des remords si la Grèce n'était plus dans la zone euro, si la zone euro avait éclaté, j'aurais eu un remords en me disant : quand même tout ce que j'ai voulu bâtir comme Européen, eh bien, c'est sous ma responsabilité que cela s'est défait. Que cette zone euro qui a été pour beaucoup voulue par Jacques Delors, qui a été réussie par Lionel Jospin et je n'oublie pas François Mitterrand avec le traité de Maastricht, eh bien que cet héritage, ce legs, qui m'a été donné, j'aurais pu le dilapider, c'eût été pour moi effectivement un remords mais qu'est ce qui s'est passé ?

Même pour Chypre qui était dans une situation extrêmement difficile, eh bien, Chypre est resté dans la zone euro et cela a été peut-être plus douloureux pour les Chypriotes encore qu'ils ne l'avaient imaginé, mais ils ont voulu rester dans la zone euro, ils sont restés dans la zone euro.

Quant à la Grèce, moi j'ai tout fait pour que Alexis Tsipras puisse faire le choix de rester dans la zone euro ; il l'a fait courageusement et tout à l'heure où nous avons encore échangé quelques mots de soutien mutuel, de remerciements et de gratitude parce qu'il sait bien que c'est la France qui a tout fait pour que, au moment même où il y a eu le référendum, nous puissions mettre la Grèce dans la situation de rester dans la zone euro.

Le seul regret que j'ai, c'est que pour assurer les versements, il y a encore des conditionnalités qui sont posées et qui n'étaient pas d'ailleurs dans l'accord nécessairement de l'été 2015, mais on y est, on y est presque et donc cela va se faire ! Ce n'est pas moi qui ai introduit le FMI dans la négociation, cela s'était fait avant que je ne sois président de la République mais la Grèce, on peut le dire aujourd'hui : elle restera dans la zone euro, donc je n'ai pas de regret de ce point de vue-là parce que nous avons réussi.

Q - L'Union européenne peut exister sans la Grande-Bretagne mais est-ce que l'Union européenne pourrait exister sans la France ? Je pense aussi que la France reste le dernier pays de l'Union européenne à être un membre permanent au conseil de sécurité et à posséder l'arme nucléaire. Alors est-ce que est-ce que l'Union européenne serait possible sans la France ?

R - La France est un pays fondateur, signataire du traité de Rome, un pays qui est dans la zone euro, un pays qui est dans l'espace Schengen, un pays qui est membre permanent du Conseil de sécurité, qui a la force de dissuasion, une économie qui est la deuxième de l'Europe, un pays qui représente l'histoire de l'Europe, un pays qui a eu tout au long du XXe siècle à se battre, comme l'avait dit François Mitterrand - il voyait d'ailleurs une histoire plus large pratiquement avec tous ceux qui étaient autour de la table du Conseil européen -, donc une France tellement attachée à la paix qu'elle a tellement connu de guerres. Alors oui, les conséquences seraient extrêmement lourdes si la France se détournait de l'Europe et c'est la raison pour laquelle je l'ai dit : le choix qui va être fait est un choix pour la France mais c'est aussi un choix européen qui va être exprimé par le peuple français.

Je suis convaincu parce que je connais bien le peuple français, qu'il veut l'Europe, il est mécontent d'une forme d'organisation de l'Europe, de gestion de l'Europe, de fonctionnement de l'Europe, c'est sûr ; il voudrait que l'Europe soit encore plus protectrice, il a raison le peuple français. Mais il ne veut pas quitter l'Europe parce que quitter l'Europe d'une certaine façon, ce serait aussi quitter la France, la France telle qu'elle est attendue, telle qu'elle est espérée, telle qu'elle est voulue !

Je vais donc en terminer là avec cette ode à l'Europe et cet appel à la responsabilité de la part des Français. Mais je voulais vous remercier, vous tous qui suivez la vie de l'Europe, l'actualité de l'Europe, les réunions de l'Europe, les institutions de l'Europe parce que vous parlez toujours de l'Europe et vous savez combien elle est lourde, elle est opaque dans son fonctionnement, elle est irritante même dans ses retards, elle est inquiétante dans un certain



nombre de ses hésitations, elle est parfois préoccupante quant à ses divisions, mais cette Europe-là, vous l'aimez parce qu'elle peut avoir aussi cette capacité à faire que nous soyons les uns et les autres, plus grands que nous le sommes séparément.

Et s'il n'y avait pas cette presse si attachée à l'Europe et qui n'est pas avare de ses commentaires critiques, il n'y aurait pas aujourd'hui cette attention toujours portée à l'Europe.

(...)./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)